

ARRETE N°0947/MJDH/CAB DU 04 DECEMBRE 2024
PORTANT OUVERTURE D'UN CONCOURS PROFESSIONNEL D'ADMISSION EN
2026 AU CYCLE DE FORMATION DES ATTACHÉS DES SERVICES
PÉNITENTIAIRES DE L'ÉCOLE DU PERSONNEL PÉNITENTIAIRE DE L'INSTITUT
NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE (INFJ)

LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE
ET DES DROITS DE L'HOMME,

- Vu** la Constitution;
- Vu** la loi n° 2023-892 du 23 novembre 2023 portant Statut Général de la Fonction Publique ;
- Vu** le décret n° 2005- 40 du 03 février 2005 portant création de l'Institut National de Formation Judiciaire (INFJ) ;
- Vu** le décret n° 2021- 451 du 08 septembre 2021 portant organisation du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- Vu** le décret n°2023-25 du 18 janvier 2023 portant nomination du Directeur Général de l'Institut National de Formation Judiciaire (INFJ) ;
- Vu** le décret n°2023-57 du 01 février 2023 déterminant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Institut National de Formation Judiciaire (INFJ) ;
- Vu** le décret n° 2023-813 du 16 octobre 2023 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu** le décret n° 2023-814 du 17 octobre 2023 portant nomination des membres du Gouvernement tel que modifié par le décret n°2023-1023 du 27 décembre 2023 ;
- Vu** le décret n° 2023-820 du 25 octobre 2023 portant attributions des membres du Gouvernement,

ARRÊTE :

Article 1 : Il est organisé, les **07 et 08 juin 2025**, par l'Institut National de Formation Judiciaire le concours professionnel d'admission en 2026, au cycle de formation des Attachés des Services Pénitentiaires de l'Ecole du Personnel Pénitentiaire de l'Institut National de Formation Judiciaire.

Les dispositions du présent arrêté, complétées par celles du guide des concours de l'INFJ, règlementent ledit concours.

Article 2 : Peuvent faire acte de candidature les personnes des deux sexes remplissant les conditions ci-après :

1. être âgé de **50 ans au plus** à la date du 1^{er} janvier 2025 ;
2. avoir occupé pendant trois (03) au moins, à la date de l'arrêté d'ouverture du concours, l'emploi de Contrôleur des Etablissements Pénitentiaires ;
3. n'avoir pas fait l'objet de sanction disciplinaire autre que l'avertissement ou le blâme au cours des trois (03) dernières années de service ;

Article 3 : L'inscription au concours se fait sur le site de l'INFJ : www.infj.ci, dans la période allant du **13 janvier au 28 février 2025**.

Le dépôt des dossiers est prévu du **10 mars au 11 avril 2025, délai de rigueur**.

Article 4 : Le dossier de candidature comprend les pièces suivantes :

1. une demande manuscrite de candidature établie sur papier libre adressée à Monsieur le Ministre en charge de la Justice et des Droits de l'Homme précisant l'adresse exacte du candidat ;
2. un extrait d'acte de naissance de moins de six (06) mois de date;
3. l'arrêté de nomination dans l'emploi de Contrôleur des Etablissements Pénitentiaires ;
4. un certificat de prise de service en qualité de Contrôleur des Etablissements Pénitentiaires, établissant que le candidat compte à la date de l'arrêté d'ouverture du concours, trois (03) années de service effectif dans ledit emploi;
5. une attestation de non sanction disciplinaire délivrée par la Direction des Services Judiciaires et des Ressources Humaines (DSJRH) ;
6. une fiche de candidature ;

Article 5 : Au moment de l'inscription, le candidat s'acquitte des frais suivants :

- droit d'inscription : **32.500 FCFA** ;
- pochette : **5.000 FCFA** ;
- prise de vue : **2.500 FCFA**.

Les frais ne sont pas remboursables.

Article 6 : La liste des candidats autorisés à concourir est publiée par affichage à l'INFJ et sur le site internet : www.infj.ci au plus tard l'avant-veille du début des épreuves. Les épreuves du concours se déroulent aux lieux et horaires indiqués par le Directeur Général de l'INFJ.

Les candidats se présentent au centre de composition, une heure avant le début de chaque épreuve, munis uniquement d'une pièce d'identité et de leur convocation.

Article 7 : Les membres des jurys d'admissibilité et d'admission définitive sont nommés par arrêté du Ministre en charge de la justice, sur proposition du Directeur Général de l'INFJ.

Article 8 : Le concours comporte :

1. des épreuves écrites d'admissibilité ;
2. une épreuve orale d'admission définitive.

Article 9 : Les épreuves écrites d'admissibilité sont les suivantes :

1. un sujet d'ordre général, d'une durée de 4 heures avec un coefficient 4 ;
2. un sujet de rédaction administrative, d'une durée de 2 heures, avec un coefficient 2 ;
3. un sujet portant sur les activités du greffe pénitentiaire, d'une durée de 3 heures, avec un coefficient 3 ;
4. un sujet portant sur la gestion d'un établissement pénitentiaire, d'une durée de 3 heures avec un coefficient 3

Article 10 : Chaque épreuve d'admissibilité est choisie par le jury d'admissibilité parmi une série de sujets proposés par le Directeur Général de l'INFJ.

Les copies des candidats sont corrigées par deux correcteurs au moins et sont affectées d'une note allant de 0 à 20.

Une note égale ou inférieure à 05 sur 20 dans l'une des épreuves est éliminatoire sauf si le jury en décide autrement par une délibération spécialement motivée.

Article 11 : Les résultats d'admissibilité sont proclamés par le Jury d'admissibilité et publiés par le Directeur Général de l'INFJ par affichage à l'INFJ et sur son site internet : www.infj.ci.

Article 12 : Seuls les candidats déclarés admissibles subissent l'épreuve orale.

Article 13 : L'épreuve orale d'admission définitive porte sur un sujet de culture générale, présenté devant le jury d'admission suivi d'un entretien avec les membres du jury, après une préparation de 10 minutes. L'exposé et l'entretien durent 20 minutes et la note attribuée est affectée du coefficient 3.

Chaque membre du jury évalue le candidat et lui affecte une note sur 20.

Article 14 : Le jury après délibération, proclame les résultats d'admission définitive qui sont publiés par le Directeur Général de l'INFJ par affichage à l'INFJ et sur son site internet : www.infj.ci.

Article 15 : En cas de nécessité, le Directeur Général de l'Institut National de Formation Judiciaire peut réaménager les dates prévues dans le cadre de l'organisation et du déroulement des opérations du concours.

Article 16 : Le Directeur Général de l'Institut National de Formation Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Abidjan, le 04 décembre 2024

Ampliations :

- Secrétaire Général du Gvt
- Cour de Cassation
- Conseil d'Etat
- MJDH (Cab et DSJRH)
- MFB
- INFJ

01
01
01
02
01
01



Jean Sansan KAMBILE